

Référence Cabinet :

19.0739

LE CHATEAU D'OLERON/PREFET 17 - domaine public

ENTRE LES SOUSSIGNES :

la SCP DROUINEAU 1927, représentée par Maître Thomas DROUINEAU, associé de ladite SCP, demeurant 22 bis rue Arsène Orillard - BP 83 à POITIERS CEDEX (86003), Avocat au Barreau de Poitiers, exerçant au sein de l'AARPI DROUINEAU 1927.

(l'AARPI)

D'UNE PART

LE CHATEAU D'OLERON, Commune, dont le siège social est situé 4 Boulevard Victor Hugo BP 49 à LE CHATEAU D'OLERON (17480), immatriculée au registre de commerce et des sociétés de sous le numéro , agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

(le client)

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

La présente convention intervient dans le cadre des dispositions de l'article 10 de la loi n°71.1130 du 31 décembre 1971 (modifiée par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991) et du Décret n°2005-790 du 12 juillet 2005, notamment ses articles 10,11 et 12.

ARTICLE 1.

La Commune LE CHATEAU D'OLERON a chargé le cabinet d'avocats d'une mission de conseil et de rédaction au soutien de ses intérêts dans l'affaire référencée sous le numéro 19.0739.

ARTICLE 2.

Les parties sont convenues de fixer ainsi le prix des prestations de l'AARPI sous forme de devis en corrélation avec les taux horaires proposés ci-après.

Le client soussigné s'engage à régler à l'AARPI par mandat administratif sur le compte suivant : **IBAN : FR76 1940 6000 0067 1691 7460 962 – BIC : AGRIFRPP894** :

1. L'ensemble des honoraires pour le traitement de ce dossier, y compris en cas d'interruption de la prestation (procédure ou conseil) sauf cas de force majeure.
2. L'ensemble des frais de déplacement des membres du cabinet.
3. Le temps consacré aux déplacements.

5. Les émoluments dus en application des textes légaux.

Le montant de l'honoraire rémunérant les prestations du cabinet, dans le cadre de cette procédure a été calculé par application du barème ci-après mentionné.

Ledit barème est expressément accepté par le client.

6. Les frais annexes sont décrits dans le tableau ci-après.**ARTICLE 3.**

Les sommes ci-dessus indiquées seront assujetties de la TVA de 20 %.

ARTICLE 4.

Modalités de paiements : par paiements successifs sur demande de l'Avocat, au fur et à mesure de l'évolution du dossier

Barème

<i>Intervention</i>	<i>Valeur de Punité</i>
Unité horaire avocat	250 €
Unité horaire secrétariat (y compris frais postaux)	120 €
Frais de reprographie en cas d'intervention d'un prestataire externe	Sur facture du prestataire
Temps de déplacement par unité horaire	120 €
Indemnités kilométriques	0,95 €/kilomètre

En cas de non-paiement des honoraires, à l'expiration d'un délai d'un mois, il peut être prélevé par l'AARPI conformément aux dispositions de l'article 53-1 de la loi n°2001-420 du 15 mai 2001, un intérêt de retard sans qu'un rappel soit nécessaire correspondant au montant de l'intérêt légal.

Le débiteur professionnel de sommes qui ne seraient pas réglées à bonne date, est redevable de plein droit d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € (art. D.441-5 du Code de commerce). Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification (art. L.441-6 alinéa 12 du Code de commerce).

Toute difficulté relative à cette convention est soumise à la juridiction du Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Barreau de Poitiers.

ARTICLE 5 : DEBOURS, FRAIS ET DEPENS

Le client est informé qu'il doit régler les débours afférents au présent dossier, tels que, sans que les éléments qui suivent ne soient exhaustifs, ceux afférents à la commande de documents sur Info Greffe ou au service de la publicité foncière pour le cas échéant solliciter des renseignements hypothécaires.

Il est également informé de ce que si une expertise est ordonnée, la charge, au moins provisoire, de la consignation correspondante devra être réglée par lui dans les délais prescrits par le Juge.

Les débours et frais ci-dessus visés doivent être payés par avance par le client.

S'agissant des frais d'expertise, ils sont généralement mis à la charge de la partie perdante dans le cadre de la décision tranchant définitivement le litige.

Le client est aussi informé qu'il doit régler les dépens comprenant notamment les frais d'huissier (frais de délivrance d'assignation et de signification de décision), le ou les droits de plaidoirie, et, le cas échéant, les frais de publication de la décision rendue, les frais de Greffe et le timbre fiscal d'un montant de 225 € devant être payé devant la Cour d'Appel en matière civile au titre du fond d'indemnisation des Avoués.

Les dépens sont en principe à la charge de la ou des parties perdantes du procès suivant les dispositions de l'article 696 du Code de procédure civile.

Si les dépens sont mis à la charge de la ou des parties adverses, l'AARPI demandera à celle(s)-ci le remboursement de ceux payés par le client.

Les différents frais mentionnés au présent article ne sont pas exclusifs des droits et émoluments dus au titre des honoraires de postulation.

Toutefois, en cas d'insolvabilité ou d'impossibilité quelconque de faire supporter l'ensemble des frais visés au présent article et les droits et émoluments dus au titre des honoraires de postulation devant incomber à la partie adverse perdante, le client en supportera définitivement la charge.

CLAUSE DE MEDIATION

En cas de litige lié à l'exécution de la présente convention et notamment s'agissant du paiement des honoraires, le client peut saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat, Me Carole PASCARIEL, domicilié 180 Boulevard Haussmann à PARIS (75008) (Tél : 01 82 28 34 80) – Email : mediateur@mediateur-consommation-avocat.fr – Site internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>.

Les parties s'engagent à apporter toute la collaboration nécessaire à la recherche d'une solution amiable.

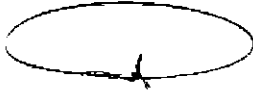
Enfin, elles s'engagent à garder strictement confidentiels tous les échanges de paroles, de courriers ou de documents qui auront lieu au cours de la procédure de médiation.

En deux exemplaires originaux, un exemplaire étant remis à chacune des parties.

Fait à Poitiers le 17 avril 2024

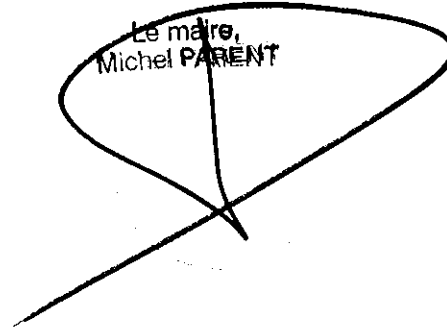
Suivent les signatures :

POUR L'AAARPI :



DROUINEAU 1927
ASSOCIATION D'AVOCATS RPI
22 bis, rue Arsène Orillard - BP83
86003 POITIERS
Tél: 05 49 88 02 38 - Fax 05 49 88 98 96
avocat@drouineau1927.fr

POUR LE CLIENT :



Le maire,
Michel PARENT

MERCI DE PARAPHER CHAQUE BAS DE PAGE DE LA PRESENTE
CONVENTION

Commune LE CHATEAU D'OLERON

4 Boulevard Victor Hugo

BP 49

17480 LE CHATEAU D'OLERON

Poitiers, le 18 avril 2024

Affaire : LE CHATEAU D'OLERON/PREFET 17 - domaine public

N/Réf. : 19.0739 /TD/SR

DEVIS N°PRO1815

Analyse du jugement, recherches et rédaction d'une requête en appel (limité à 6h).	1.500,00 €
Analyse du mémoire en défense adverse (1h).	250,00 €
Recherches et rédaction d'un mémoire en réplique (si besoin) (3h).	750,00 €
Préparation et assistance à l'audience (3h).	750,00 €
Frais de déplacement : à déterminer.	0,00 €
Temps de secrétariat et frais administratifs (2h).	240,00 €
TOTAL HONORAIRES HT:	3.490,00 €
TVA (20 %) :	698,00 €
TOTAL TTC Le maire, Michel PARENT	4.188,00 €

VENDÉE
DGCD Avocats
4 rue Manuel
85000 LA ROCHE-SUR-YON

CHARENTE
10 rue Chabrefy
16000 ANGOULÈME

CHARENTE MARITIME
12, rue de l'Yser
17000 LA ROCHELLE

VIENNE
22 bis rue Arsène Orillard - BP 83
86000 Poitiers cedex
Tél : 05 49 88 02 38 - Fax : 05 49 88 98 96
avocat@drouineau1927.fr

GIRONDE
Khady BA
56 Cours d'Albert
33000 BORDEAUX

LOIRE-ATLANTIQUE
LIGERA
1 Mail du Front Populaire
44200 NANTES

MARTINIQUE
LES AVOCATS REUNIS
Centre commercial la Galleria
97232 LE LAMENTIN

**Droit public, collectivités
territoriales, urbanisme**

Droit du travail et fonction publique

Saisies immobilières, droit bancaire

Droit Pénal

**Droit immobilier,
construction, assurances**

**Droit commercial, droit des
sociétés et droit fiscal**

Droit médical et déontologique

Domaines d'intervention